Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
6 IX 1957
Enregistré sous le N.

coördination (2)

L. 5801/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 15 juin 1957, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal et circulaire d'exécution, relatifs à l'affectation de certains agents des administrations de l'Etat, et, le 1er août 1957, d'un projet d'arrêté ministériel reprenant les dispositions d'ordre réglementaire qui étaient contenues dans le projet de circulaire, a donné le 13 août 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 15e juni 1957 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit en een omzendbrief tot uitvoering daarvan, betreffende de dienstaanwijzing van sommige personeelsleden van de Rijksdiensten en, de 1e augustus 1957, een ontwerp van ministerieel besluit dat de verscheidene, in het ontwerp van aanschrijving vervatte bepalingen van verordenende aard overneemt, heeft de 13e augustus 1957 het volgend advies gegeven :

I. Observations concernant le projet d'arrêté royal.

Le projet d'arrêté royal répond aux dispositions d'attente prévues à l'article 9 de l'arrêté royal du 23 juin 1951 et à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 novembre 1953.

Pris sur base des articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution, il déroge aux règles du statut des agents de l'Etat du 2 octobre 1937 et, à ce titre, il est motivé et délibéré en conseil des Ministres.

Préambule.

L'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat devrait y être visé.

Article 1er.

Cet article détermine les agents auxquels l'arrêté sera applicable, "sauf disposition contraire".

Ces derniers mots visent à réserver le cas des agents temporaires régularisés qui se trouvent dans une administration où il existe très peu d'emplois permanents (par exemple : les services ayant fait partie du Ministère de la Reconstruction).

.../...

Selon les renseignements fournis, l'intention du Gouvernement est de n'arrêter des dispositions dérogatoires qu'à l'égard de groupes importants d'agents qu'il importe d'utiliser rationnellement.

Cette règle importante devrait faire l'objet d'un article distinct.

Le 1° de l'article 1er vise les agents définis à l'article 8, dernier alinéa, de l'arrêté royal du 25 novembre 1953. Cette référence aboutit à confondre sous une même rubrique :

a) les agents temporaires régularisés;

b) les agents définitifs qui ont satisfait, sans se classer en ordre utile, aux épreuves spéciales prévues en leur faveur par les arrêtés portant des mesures exceptionnelles de nomination à titre définitif.

Ces deux catégories d'agents devraient faire l'objet de rubriques distinctes.

Les agents visés au 2° sont des auxiliaires des postes régularisés. Le texte devrait préciser qu'il s'agit d'agents ayant cette qualité et mentionner les différents arrêtés qui leur ont permis d'obtenir une nomination à titre définitif.

Les agents visés aux 3° et 4° sont des agents définitifs dont la situation n'a pas été influencée par les mesures de régularisation des temporaires. Ils ont toujours eu la qualité d'agent de l'Etat, au sens du statut du 2 octobre 1937. Leur cas doit être rapproché

.../...

d'une partie des agents mentionnés au 1°, qui ont été différenciés ci-dessus sous la lettre b. Par souci de clarté, le Conseil d'Etat propose de réunir ces trois catégories d'agents de l'Etat sous un littera A, tandis que les agents temporaires bénéficiaires des mesures exceptionnelles seraient repris sous B.

Article 3.

Tous les agents visés par l'article 1er sont affectés de plein droit à l'emploi qu'ils occupent pour autant que cet emploi soit dépourvu de titulaire. Cette idée est exprimée, par le projet, en deux phrases qui pourraient, par souci de concision, être réunies.

Article 4, § 1er.

La première phrase de ce paragraphe entend donner pouvoir au Premier Ministre de prendre des mesures complémentaires d'affectation à l'égard des agents qui, en application de l'article 3, ne sont pas affectés à un emploi permanent correspondant aux fonctions qualifiées par leur grade.

Ce texte appelle plusieurs observations :

.../...

1. Il entend permettre au Premier Ministre de régler les deuxième et troisième phases du processus d'affectation, à savoir par des affectations à l'intérieur de chaque ministère puis par le moyen de transferts d'agents entre les ministères.

   Ces deux phases devraient être réglées par l'arrêté royal lui-même, le Premier Ministre n'intervenant que pour les mesures complémentaires nécessaires à la bonne exécution.

2. L'intention du Gouvernement n'est pas de laisser en place les agents affectés à un emploi permanent correspondant aux fonctions qualifiées par leur grade, lorsque ce grade n'a pas été retenu comme grade de début pour l'application des mesures exceptionnelles de nomination à titre définitif. Le projet devrait être précisé dans ce sens.

3. Le projet emploie l'expression "fonctions qualifiées par leur grade". Il semble que l'on puisse admettre l'usage du mot "qualifié" pour faire ressortir qu'un emploi ou une fonction et un grade ont une dénomination identique sans pour autant vouloir dire que l'emploi est nécessairement destiné à un titulaire du grade ayant la même dénomination. Pareille notion se dégage déjà du rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur le classement des agents de l'Etat en catégories, qui expose que "l'appellation de secrétaire d'administration ne s'attache pas à une fonction proprement dite".

.../...

La deuxième phrase de l'article 4, § 1er, commine la démission d'office à l'égard des agents qui, dans les dix jours, n'acceptent pas la première affectation qui leur est assignée, "à moins qu'à leur demande" ils ne soient privés du bénéfice des mesures de régularisation.

Cette disposition appelle plusieurs remarques :

1. Pour que l'affectation assignée à un agent puisse constituer à son égard le point de départ d'un délai, il faut qu'elle soit constatée par un document écrit et qu'elle soit notifiée à cet agent. Le projet doit être complété sur ce point.

2. La disposition semble impliquer pour l'agent l'obligation d'accepter, par une déclaration expresse, l'affectation qui lui est assignée alors que jusqu'ici l'agent était tenu d'occuper l'emploi auquel il était affecté, sans avoir à marquer son consentement. L'article 107, 4°, du statut prévoit, en effet, la démission d'office à l'égard de ceux qui, sans motif valable, abandonnent leur poste et restent absents pendant plus de dix jours.

3. La démission d'office n'apparaît pas comme étant la fin recherchée mais plutôt comme un moyen destiné à amener l'agent à choisir entre ses grade et emploi actuels et les droits qu'il tient des lois et arrêtés relatifs aux mesures exceptionnelles de nomination à titre définitif. On veut permettre à certains agents de conserver l'emploi qu'ils occupent et de refuser l'affectation que l'autorité administrative a le droit

de leur donner. Cette règle pourrait être énoncée sans détour, sans qu'il faille évoquer la démission d'office pour atteindre le résultat désiré. Il n'est pas illégal de subordonner l'octroi d'un avantage (la supériorité donnée aux préférences personnelles de l'agent) à la renonciation par l'agent à certains de ses droits.

Il faut cependant que l'affectation assignée corresponde bien à une bonne distribution des emplois selon l'intérêt de l'administration. On ne pourrait admettre que celle-ci réserve quelques emplois particulièrement mal placés qu'elle proposerait successivement aux agents qu'elle désirerait voir se désister.

Article 4, § 2.

Ce paragraphe accorde un droit de promotion à ceux des agents visés à l'article 1er qui étaient déjà définitifs avant l'intervention des mesures de régularisation. Il accorde ce même droit aux auxiliaires des postes régularisés, mais sous réserve des conditions fixées par le Premier Ministre.

Les nominations que les agents peuvent revendiquer conformément à l'article 4, § 2, ne seront réalisées que pour autant qu'une affectation soit faite à un emploi permanent correspondant au grade supérieur. Pour que l'avantage ainsi consenti aux intéressés ne soit pas illusoire et constitue

.../...

un véritable droit, il devrait être prévu que les emplois dépourvus de titulaire ne puissent être déclarés vacants qu'à défaut d'agent pouvant y être affecté. Le Conseil d'Etat ne connaissant pas les intentions du Gouvernement à cet égard, s'abstient de proposer un texte à cette fin.

Si plusieurs agents sollicitent leur affectation à un emploi vacant déterminé, aucune règle ne permettra de les départager. Le Ministre est entièrement libre de ses décisions d'affectation.

Pour les emplois de première catégorie, la décision ministérielle d'affectation liera le Roi, en ce qui concerne la nomination de l'agent au grade supérieur.

Article 5.

L'échelonnement de l'entrée en vigueur tend à faire ressortir que les dispositions du projet doivent s'appliquer selon un certain ordre chronologique. Cette précision figurerait mieux dans le texte des articles.

.../...

II. Observations concernant le projet d'arrêté ministériel qui a été substitué à la circulaire.

L'article 1er, alinéa 1er, détermine les catégories d'agents qui participent aux deuxième et troisième phases d'affectation. La délimitation du champ d'application des pouvoirs attribués aux Ministres devrait apparaître dans le projet d'arrêté royal et être omise dans le projet d'arrêté ministériel.

L'article 3 du projet réserve les droits des "agents absents" et "des agents qui détiennent un droit prioritaire d'affectation". Ces deux expressions devraient être précisées : la première par l'indication des positions administratives qu'elle sous-entend et la seconde par la référence aux dispositions qui prévoient les priorités que l'on entend respecter. A défaut de connaître les intentions du Gouvernement à cet égard, le Conseil d'Etat se borne, dans le texte qu'il propose, à réduire autant que possible l'imprécision des expressions employées.

L'article 4 fixe une date limite pour les opérations d'affectation que doit réaliser chaque Ministre dans son Ministère. Ce délai ne peut avoir pour conséquence d'interdire aux Ministres de poursuivre ultérieurement l'affectation de leur personnel. Les mesures d'affectation et les mutations qu'elles entraînent peuvent être, à tout moment, rendues nécessaires par les exigences d'une bonne organisation des services. On ne peut dès lors considérer le délai de l'article 4 que comme un délai d'ordre exprimant le voeu du Premier Ministre.

.../...

L'article 5 du projet donne au Premier Ministre la mission d'opérer "la compensation des effectifs". Les transferts d'agents que cet article tend à organiser devraient être prévus par l'arrêté royal en projet.

Cette disposition vaut pour l'avenir et laisse entier le délicat problème des effets et conséquences que peuvent avoir les transferts qui ont eu lieu depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 25 novembre 1953.

L'article 8, alinéa 6, de cet arrêté royal prévoit que l'affectation des agents qui y sont visés sera faite selon des modalités fixées par un arrêté royal ultérieur. Cette disposition interdit que des agents puissent être affectés par mesure individuelle avant que l'arrêté annoncé n'ait été pris, puisque celui-ci doit fixer les "modalités", c'est-à-dire des règles à portée générale.

Bien que les agents ne fussent pas affectés, il était cependant nécessaire de déterminer les fonctions qu'ils devaient remplir. Aussi l'article 9, alinéa 1er, du même arrêté royal prévoit que les agents régularisés sont occupés dans n'importe quel emploi vacant du Ministère dont ils relèvent.

Par dérogation à ce principe, l'alinéa 2 du même article dispose que des modalités d'occupation provisoire dans d'autres ministères peuvent être fixées à l'égard de ces agents par le Premier Ministre.

.../...

L'analyse de ces textes permet de déduire que l'occupation d'un agent régularisé dans un autre ministère que celui auquel il appartient revêt un caractère plus provisoire que l'occupation d'un agent dans son ministère. Cette précarité spéciale semble avoir été voulue pour éviter qu'un agent ne tire parti de son transfert. La situation ainsi créée présente de grandes analogies avec un détachement.

Lorsqu'il fut soumis au Conseil d'Etat, le projet devenu l'arrêté royal du 25 novembre 1953 était accompagné, au regard de l'article 9, d'une observation du Gouvernement ainsi conçue : "Les occupations provisoires ne doivent pas nécessairement entraîner un avantage au point de vue de l'affectation, qui sera examinée ultérieurement".

Seules les occupations dans d'autres ministères sont qualifiées de provisoires dans l'article 9 de l'arrêté royal. Dès lors que ces occupations n'entraînent pas nécessairement un avantage pour ceux à qui elles sont confiées, on doit admettre qu'elles ne constituent pas un titre pour l'affectation de plein droit prévue par le projet d'arrêté royal actuellement soumis. Les agents occupés provisoirement dans d'autres ministères ne pourront donc être affectés qu'au cours de la deuxième phase, par le Ministre dont ils relevaient lors de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 25 novembre 1953, ou au cours de la troisième phase par le Premier Ministre, sur avis des deux Ministres intéressés.

.../...

Il importe, au surplus, de relever que, sur un recours introduit au Conseil d'Etat contre un arrêté royal transférant un agent du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, la partie adverse, l'Etat belge, a soutenu que l'affectation de l'agent au Ministère des Affaires étrangères avait un caractère provisoire (arrêt du 10 décembre 1954, en cause De Ro, n° 3902).

III. Projet de texte pour l'arrêté royal.

Le texte ci-après est proposé pour le dispositif du projet d'arrêté royal. Il tient compte des observations qui viennent d'être faites et comporte en outre diverses modifications de pure forme qui ne requièrent pas de commentaire :

Article 1er.-

Sont soumis aux dispositions du présent arrêté :

A. Les agents de l'Etat ci-après :

1° les agents de l'Etat, lauréats d'un des concours et examens visés à l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté royal du 23 juin 1951, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1951 et par l'article 8, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 25 novembre 1953, qui n'ont pas obtenu de nomination aux emplois mis en compétition;

.../...

2° les agents de l'Etat, lauréats d'un des concours d'accession organisés, entre le 25 mai 1947 et le 30 juin 1953, en application de l'article 16 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, qui n'ont pas obtenu de nomination aux emplois mis en compétition;

3° les agents de l'Etat, bénéficiaires de l'arrêté royal du 3 janvier 1940, non pourvus d'un emploi du grade auquel ils peuvent être nommés sans nouvelle épreuve en vertu de cet arrêté royal.

B. Les agents régularisés ou régularisables ci-après :

4° les agents bénéficiaires de l'arrêté royal du 25 novembre 1953, modifié par l'arrêté royal du 6 février 1954, ainsi que les agents auxquels il a été fait application de l'arrêté royal du 23 juin 1951, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1951;

5° les auxiliaires des postes nommés à titre définitif par application des arrêtés royaux des 13 décembre 1951, 28 janvier 1953 et 8 février 1954;

6° les agents bénéficiaires de l'arrêté royal du 5 février 1954 ainsi que les agents auxquels il a été fait application de l'arrêté royal du 17 novembre 1951 portant des mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois du Ministère des Colonies rémunérés sur le budget colonial;

.../...

7° les agents bénéficiaires de l'arrêté royal du 29 janvier 1954 ainsi que les agents auxquels il a été fait application de l'arrêté royal du 29 décembre 1951 étendant aux conseillers juridiques auprès des directions provinciales des dommages de guerre aux biens privés et aux commissaires de l'Etat auprès de la direction générale des dommages aux personnes le bénéfice des dispositions prévues par l'arrêté royal du 23 juin 1951 portant des mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois des administrations de l'Etat.

Article 2.-

Les agents visés à l'article 1er sont affectés de plein droit à l'emploi qu'ils occupent dans les administrations de l'Etat à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour autant que cet emploi ne soit pas déjà pourvu d'un titulaire ayant la qualité d'agent de l'Etat.

Article 3.-

Les agents qui exercent des fonctions qualifiées par un grade dont l'échelle de traitement ne dépasse ni au minimum, ni au maximum l'échelle de traitement du grade dont ils sont titulaires peuvent être nommés au grade qui correspond à la fonction exercée s'ils satisfont aux conditions réglementaires pour la nomination à ce grade et s'ils introduisent une demande avant le premier jour du second mois qui suit la publication du présent arrêté.

.../...

Article 4.-

Les agents qui, après exécution des articles 2 et 3, sont dépourvus d'affectation, seront affectés par le Ministre dont ils relèvent.

Celui-ci peut procéder en outre à une nouvelle affectation de tous les agents qui occupent un emploi :

1° autre qu'un emploi permanent, qualifié par un des grades de début retenus pour l'application des mesures exceptionnelles d'admission à titre définitif et correspondant au grade dont ils sont titulaires;

2° autre qu'un emploi permanent, qualifié par un grade conféré par la voie d'un concours d'accession et correspondant au grade dont ils sont titulaires;

3° qui ne figure pas sur une liste spéciale d'emplois temporaires que le Ministre établirait.

Article 5.-

En vue d'assurer l'affectation des agents qui, à l'expiration d'un délai de ... mois prenant cours à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, seront encore dans une des situations indiquées à l'article 4, il peut être procédé à leur transfert dans un autre ministère par un arrêté pris par le Premier Ministre sur avis des Ministres intéressés.

.../...

Article 6.-

Le Premier Ministre détermine les règles complémentaires applicables aux mesures d'affectation prévues aux articles 4 et 5, et, en particulier, les délais d'application.

Article 7.-

Pour l'application des mesures d'affectation arrêtées en application des articles 4 et 5, les agents visés à l'article 1er, A , 1° et 2°, sont réputés être titulaires du grade supérieur auquel donnait accès l'épreuve qu'ils ont subie, tandis que les agents visés à l'article 1er, A , 3°, sont réputés être titulaires du grade supérieur auquel donnait accès l'épreuve qu'ils ont subie ou dont ils ont été dispensés, ou du grade supérieur auquel ils peuvent être nommés directement sans nouvelle épreuve.

Ces agents sont nommés à ce grade lorsqu'ils sont affectés à un emploi permanent correspondant.

Il en est de même, aux conditions fixées par le Premier Ministre, pour les agents visés à l'article 1er, 5°.

Article 8.-

Les agents peuvent être maintenus dans les emplois qu'ils occupent à condition d'introduire une demande à cette fin, dans le délai de dix jours à compter du jour où soit une mesure d'affectation, soit

.../...

une invitation à faire connaître leur choix leur aura été notifiée; cette demande doit contenir une renonciation au bénéfice des lois des 28 décembre 1950, 13 juillet 1951 et 27 juillet 1953 et du présent arrêté, ainsi que des mesures déjà prises en exécution de ces dispositions.

Article 9.-

Le présent arrêté n'est pas applicable aux agents dont l'affectation est régie par des dispositions particulières.

Article 10.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 11.-

Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

.../...

IV. Projet de texte pour l'arrêté ministériel.

Le Premier Ministre,

Vu l'arrêté royal du .... 1957 relatif à l'affectation de certains agents de l'Etat, notamment les articles 6 et 7;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Article 1er.-

Selon les possibilités existant dans son ministère, chaque Ministre affecte chacun des agents visés à l'article 4 de l'arrêté royal du ... 1957, à un emploi permanent du grade dont l'agent est titulaire ou réputé être titulaire.

Toutefois, les agents visés à l'article 1er, 5°, de l'arrêté royal du ... 1957 et les agents qui ont été assimilés aux agents temporaires en application de l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1953 ne pourront être affectés par le Ministre dont ils relèvent, que pour autant qu'ils

.../...

demandent au cours du mois de ... 1957 leur affectation à un emploi permanent du grade dont ils sont titulaires ou réputés être titulaires.

Article 2.-

Sont susceptibles d'être attribués par les Ministres, les emplois permanents qui sont :

1° déclarés vacants ;

2° occupés par des agents visés à l'article 4 de l'arrêté royal du ... 1957;

3° occupés par des agents temporaires qui ne sont pas susceptibles d'être nommés à titre définitif pour des motifs autres que l'âge;

4° occupés par des agents qui y exercent des fonctions supérieures, en vertu d'une désignation.

Article 3.-

L'attribution des emplois effectuée en vertu de l'article 1er ne peut porter préjudice aux agents titulaires d'un emploi qu'ils n'occupent pas provisoirement, ni aux agents qui peuvent revendiquer une priorité d'affectation.

.../...

Article 4.-

Les mesures d'affectation prévues à l'article 1er doivent être terminées le ... 1957, sauf en ce qui concerne les agents visés à l'article 1er, 3° et 5°, de l'arrêté royal du ... 1957 et les agents qui ont été assimilés aux agents temporaires en application de l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1953, pour lesquels aucun délai n'est fixé.

Article 5.-

Dans le mois qui suit l'expiration du délai prévu à l'article 4, chaque Ministre transmet au service d'administration générale :

a) la liste des agents de son ministère qui devaient être affectés avant l'expiration de ce délai et qui n'ont pu l'être;

b) la liste des emplois de son ministère qui, selon les critères définis à l'article 2, sont encore susceptibles d'être attribués.

En outre, les agents visés au littéra a peuvent se faire connaître directement au service d'administration générale par l'envoi d'une déclaration conforme au modèle arrêté par le Premier Ministre.

.../...

Article 6.-

A partir du ... 1957, le Premier Ministre procède aux transferts de ces agents, en application de l'article 5 de l'arrêté royal du ... 1957.

Bruxelles, le ...

I. Opmerkingen betreffende het ontwerp van koninklijk besluit.

Het ontwerp van koninklijk besluit bevat de bepalingen, die artikel 9 van het koninklijk besluit van 23 juni 1951 en artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 november 1953 in het vooruitzicht hebben gesteld.

Steunend op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet, wijkt het af van de regels van het statuut van het Rijkspersoneel van 2 oktober 1937. Daarom is het gemotiveerd en is er over in Ministerraad beraadslaagd.

Aanhef.

Hier verwijze men naar het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel.

Artikel 1.

Dit artikel bepaalt op welke personeelsleden het besluit toepassing vindt, "behoudens strijdige bepaling".

Deze laatste woorden bedoelen voorbehoud te maken voor het geval van geregulariseerde tijdelijken die werken in een bestuur met heel weinig vaste betrekkingen (bij voorbeeld de diensten die tot het Ministerie van Wederopbouw hebben behoord).

.../...

Volgens de verstrekte inlichtingen is de bedoeling van de Regering, geen afwijkingen toe te staan dan ten aanzien van belangrijke groepen personeelsleden die op rationele wijze moeten worden tewerkgesteld.

Deze gewichtige regel zou in een afzonderlijk artikel moeten worden neergelegd.

Artikel 1, 1°, heeft betrekking op de personeelsleden bedoeld in artikel 8, laatste lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1953. Door deze verwijzing vallen onder dezelfde rubriek :

a) de geregulariseerde tijdelijken;

b) de in vast verband benoemden die zonder batige rangschikking geslaagd zijn voor de bijzondere examens welke te hunnen behoeve zijn voorgeschreven door de besluiten houdende uitzonderingsmaatregelen tot benoeming in vast verband.

Voor elk van deze beide categorieën neme men een afzonderlijke rubriek.

De onder 2° bedoelde personeelsleden zijn geregulariseerde hulpkrachten van het Bestuur der posterijen. De tekst zou moeten vermelden, dat het om die bepaalde personeelsleden gaat, en zou melding moeten maken van de besluiten die hun benoeming in vast verband mogelijk hebben gemaakt.

.../...

De onder 3° en 4° bedoelde personeelsleden zijn vastbenoemden, wier toestand door de maatregelen tot regularisatie van tijdelijken niet is beïnvloed. Zij zijn steeds Rijksambtenaar geweest in de zin van het statuut van 2 oktober 1937. Hun geval moet worden behandeld zoals dat van een deel der onder 1° vermelde personeelsleden die hiervoren onder letter b afzonderlijk zijn aangeduid. Duidelijkheidshalve stelt de Raad van State voor, deze drie categorieën van Rijksambtenaren onder een letter A, en de tijdelijken die het voordeel van de uitzonderingsmaatregelen hebben genoten onder B te groeperen.

Artikel 3.

Alle in artikel 1 bedoelde personeelsleden worden van rechtswege aangewezen voor de betrekking die zij uitoefenen, voor zover die betrekking geen titularis heeft. Het ontwerp zegt dit in twee volzinnen, waar één volzin voldoende zou zijn en de beknoptheid ten goede zou komen.

Artikel 4, § 1.

De eerste volzin van deze paragraaf machtigt de Eerste-Minister tot het nemen van bijkomende dienstaanwijzingsmaatregelen ten behoeve van personeelsleden die, bij toepassing van artikel 3, niet te werk gesteld zijn in een vaste betrekking overeenstemmend met de door hun graad gekwalificeerde functies.

.../...

Bij deze tekst zijn verschillende opmerkingen te maken :

1. De bedoeling is, de Eerste-Minister te machtigen om de tweede en de derde fase van de dienstaanwijzing te regelen, namelijk door aanwijzing binnen ieder Ministerie en vervolgens door overplaatsing van het ene Ministerie naar het andere.

   Beide fasen zouden door het koninklijk besluit zelf moeten worden geregeld, terwijl de Eerste-Minister slechts de bijkomende maatregelen voor de goede uitvoering zou nemen.

2. De Regering heeft niet de bedoeling personeelsleden, die te werk gesteld zijn in een vaste betrekking welke met de door hun graad gekwalificeerde functies overeenstemt, in die betrekking te behouden, wanneer die graad voor de toepassing van de uitzonderingsmaatregelen tot benoeming in vast verband, niet als een aanvangsgraad is beschouwd. Dit zou uit het ontwerp moeten blijken.

3. Het ontwerp gebruikt de uitdrukking "door hun graad gekwalificeerde functies". Het woord "gekwalificeerd" lijkt wel te kunnen worden gebruikt om aan te geven, dat een betrekking of een functie dezelfde benaming heeft als een graad, zonder daarom te bedoelen dat de betrekking noodzakelijk bestemd is voor een titularis van de graad met dezelfde benaming. Een dergelijke opvatting blijkt reeds uit het verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de indeling van het Rijkspersoneel in

.../...

categorieën; dit verslag zegt dat "de benaming bestuurssecretaris niet voor een eigenlijke functie geldt".

De tweede volzin van artikel 4, § 1, bepaalt dat personeelsleden die binnen tien dagen de eerste hun toebedeelde dienstaanwijzing niet aanvaarden, van ambtswege zijn ontslagen,"tenzij zij op hun verzoek" het voordeel van de regularisatiemaatregelen verliezen.

Hierbij zijn verschillende opmerkingen te maken :

1. Opdat de aan een personeelslid toebedeelde dienstaanwijzing voor hem als het beginpunt van een termijn kan gelden, moet zij schriftelijk zijn vastgesteld en ter kennis van het personeelslid gebracht. Het ontwerp moet in die zin worden aangevuld.

2. De bepaling schijnt te betekenen, dat het personeelslid verplicht is de hem toebedeelde dienstaanwijzing door een uitdrukkelijke verklaring te aanvaarden, terwijl het personeelslid tot dusver de hem toegewezen betrekking moest bekleden zonder dat hij zijn instemming hoefde te betuigen. Krachtens artikel 107, 4°, van het statuut worden immers ambtshalve ontslagen zij die, zonder geldige reden, hun post verlaten en gedurende meer dan tien dagen afwezig blijven.

.../...

3. Het ontslag van ambtswege lijkt niet het doel te zijn maar veeleer een middel om het personeelslid te doen kiezen tussen zijn huidige graad en betrekking en de rechten die hij heeft verkregen op grond van de wetten en besluiten betreffende de uitzonderingsmaatregelen tot benoeming in vast verband. De bedoeling is, sommige personeelsleden gelegenheid te geven om hun huidige betrekking te behouden en te weigeren de dienstaanwijzing te aanvaarden die de bestuursoverheid hun kan geven. Dit kan onomwonden worden gezegd zonder dat, om het gewenste doel te bereiken, met ontslag van ambtswege moet worden gedreigd.
Het is niet onwettig van een personeelslid dat een voordeel wenst te bekomen (voorrang voor zijn persoonlijke voorkeur), te eisen dat hij van sommige van zijn rechten afziet.

De dienstaanwijzing moet echter zo worden gedaan, dat de betrekkingen in het belang van de administratie op passende wijze worden verdeeld. Het ware onduldbaar dat de administratie enige weinig benijdenswaardige betrekkingen achtereenvolgens zou aanbieden aan personeelsleden waarvan zij een weigerende houding verlangt.

Artikel 4, § 2.

Deze paragraaf kent een recht op bevordering toe aan diegenen onder de in artikel 1 bedoelde personeelsleden, die vóór het treffen van de regularisatiemaatregelen reeds in vast verband waren benoemd. Zij kent ditzelfde recht toe aan de geregulariseerde hulpkrachten van het Bestuur der posterijen, doch alleen indien zij aan de door de Eerste-Minister bepaalde voorwaarden voldoen.

.../...

Tot de benoemingen waarop de personeelsleden overeenkomstig artikel 4, § 2, aanspraak kunnen maken, wordt slechts overgegaan voor zover een dienstaanwijzing plaats heeft voor een vaste betrekking die met de hogere graad overeenstemt. Opdat het aldus aan de betrokkenen toegekende voordeel geen denkbeeldig maar een werkelijk recht zou zijn, ware te bepalen dat betrekkingen zonder titularis niet vacant mogen worden verklaard tenzij daarvoor geen personeelslid kan worden aangewezen. Daar de Raad van State de bedoelingen van de Regering terzake niet kent, stelt hij geen tekst voor.

Vragen verschillende personeelsleden hun dienstaanwijzing in een bepaalde openstaande betrekking, dan is er geen enkele regel die bepaalt aan wie de betrekking toekomt. De Minister is volledig vrij in zijn beslissingen in verband met de dienstaanwijzing.

Voor betrekkingen eerste categorie is de Koning door de ministeriële beslissing inzake dienstaanwijzing verplicht het personeelslid tot de hogere graad te benoemen.

Artikel 5.

De spreiding van de data van inwerkingtreding wijst er op, dat de bepalingen van het ontwerp in een zekere chronologische volgorde moeten worden toegepast. Het ware beter dit uitdrukkelijk in de tekst van de artikelen te zeggen.

.../...

II. Opmerkingen betreffende het ontwerp van ministerieel besluit dat de aanschrijving vervangt.

Artikel 1, eerste lid, bepaalt welke categorieën van personeelsleden in de tweede en derde fase van de dienstaanwijzing worden betrokken. Niet in het ontwerp van ministerieel besluit maar in het ontwerp van koninklijk besluit zou de werkingssfeer van de aan de Ministers toegekende bevoegdheid moeten worden afgebakend.

Artikel 3 dient ter vrijwaring van de rechten der "afwezige personeelsleden" en van de "personeelsleden die bij prioriteit recht op dienstaanwijzing hebben". Deze twee uitdrukkingen zouden nader moeten worden omschreven : de eerste door aanduiding van de administratieve toestanden welke zij onderstelt, de tweede door verwijzing naar de bepalingen betreffende de prioriteiten die men in aanmerking wenst te nemen. Daar de Raad van State de bedoeling van de Regering terzake niet kent, bepaalt hij zich er bij in de door hem voorgestelde tekst de gebruikte uitdrukkingen zoveel mogelijk te verduidelijken.

Artikel 4 stelt een uiterste datum vast voor de dienstaanwijzingsverrichtingen waartoe elke Minister in zijn departement moet overgaan. Deze termijn mag niet tot gevolg hebben, dat het de Minister verboden wordt de dienstaanwijzing van hun personeel naderhand voort te zetten.Dienstaanwijzingen en daarmede gepaard gaande mutaties kunnen te allen tijde voor een goede organisatie van de diensten noodzakelijk zijn. De in artikel 4 gestelde

.../...

termijn kan dus alleen worden beschouwd als een termijn van orde die aan de wens van de Eerste-Minister beantwoordt.

Artikel 5 van het ontwerp geeft de Eerste-Minister opdracht "de compensatie der effectieven" te verwezenlijken. De overplaatsing van personeelsleden zoals in dit artikel bedoeld, zou in het ontworpen koninklijk besluit in het vooruitzicht moeten worden gesteld.

Die bepaling geldt voor de toekomst en laat het moeilijke probleem van de mogelijke gevolgen van de sedert de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 25 november 1953 verrichte overplaatsingen onaangeroerd.

Artikel 8, zesde lid, van dit koninklijk besluit bepaalt dat de aldaar bedoelde personeelsleden zullen worden aangewezen volgens de in een later koninklijk besluit te bepalen modaliteiten. Deze bepaling verhindert dat personeelsleden bij individuele maatregel hun dienstaanwijzing zouden krijgen vooraleer het in het vooruitzicht gestelde besluit is uitgevaardigd; dit besluit moet immers de "modaliteiten", met andere woorden de regelen met algemene strekking, vaststellen.

Hoewel de personeelsleden geen dienstaanwijzing hadden gekregen, was het toch nodig te bepalen welke functies zij zouden uitoefenen. Artikel 9, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit bepaalt dan ook, dat de geregulariseerde personeelsleden worden te werk gesteld in om het even welke betrekking van het Ministerie waarvan zij afhangen.

.../...

In afwijking van dit beginsel, bepaalt het tweede lid van hetzelfde artikel dat de Eerste-Minister, ten aanzien van deze personeelsleden, modaliteiten tot voorlopige tewerkstelling in andere Ministeries kan vaststellen.

Een ontleding van deze teksten wijst er op, dat de tewerkstelling van een geregulariseerde in een ander Ministerie dan dat waartoe hij behoort, een meer voorlopig karakter heeft dan de tewerkstelling van een personeelslid in zijn Ministerie. Dit bijzonder voorlopig karakter schijnt gewild te zijn, om te voorkomen dat een personeelslid uit zijn overplaatsing voordeel zou halen. De aldus ontstane toestand vertoont grote gelijkenis met detachering.

Toen het ontwerp, dat naderhand het koninklijk besluit van 25 november 1953 is geworden, aan de Raad van State voor advies werd voorgelegd, was tegenover artikel 9 een opmerking van de Regering aangebracht, die als volgt luidde : "De voorlopige tewerkstelling moet niet noodzakelijk een voordeel met zich brengen wat de dienstaanwijzing betreft; deze zal later worden onderzocht".

Alleen de tewerkstelling in andere Ministeries wordt in artikel 9 van het koninklijk besluit als voorlopig bestempeld. Alleen al omdat die tewerkstelling niet noodzakelijk een voordeel betekent voor de betrokken personeelsleden, moet worden aangenomen dat zij geen aanspraak verleent op een dienstaanwijzing van rechtswege als bedoeld in het thans voorgelegd ontwerp.

.../...

Voorlopig in andere Ministeries te werk gestelde personeelsleden kunnen dus alleen tijdens de tweede fase een dienstaanwijzing krijgen, vanwege de Minister van wie zij bij de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 25 november 1953 afhingen, of, tijdens de derde fase, vanwege de Eerste-Minister, op advies van beide betrokken Ministers.

Bovendien moet er worden op gewezen dat ter gelegenheid van een bij de Raad van State ingesteld beroep tegen een koninklijk besluit tot overplaatsing van een personeelslid van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg naar het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, de Belgische Staat, als tegenpartij, betoogde dat de aanwijzing van het personeelslid voor het Ministerie van Buitenlandse Zaken voorlopig was (arrest van 10 december 1954, inzake De Ro, nr 3902).

III. <u>Ontwerp van tekst voor het koninklijk besluit.</u>

Voor de artikelen van het ontwerp van koninklijk besluit wordt de hierna volgende tekst voorgesteld. Daarin is rekening gehouden met de zoëven gemaakte opmerkingen en komen een aantal vormwijzigingen voor, die geen commentaar behoeven

.../...

Artikel 1.-

Aan de bepalingen van dit besluit zijn onderworpen :

A. De hierna vermelde Rijksambtenaren :

1° de Rijksambtenaren die geslaagd zijn voor een van de vergelijkende of gewone examens bedoeld in artikel 9, tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 juni 1951, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1951 en bij artikel 8, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1953, en die niet in de in competitie gestelde betrekkingen zijn benoemd;

2° de Rijksambtenaren die geslaagd zijn voor een van de vergelijkende overgangsexamens ingericht tussen 25 mei 1947 en 30 juni 1953 bij toepassing van artikel 16 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, en die niet in de in competitie gestelde betrekkingen zijn benoemd;

3° de op het koninklijk besluit van 3 januari 1940 gerechtigde Rijksambtenaren, die geen betrekking bekleden in de graad waarin zij krachtens bedoeld besluit zonder nieuw examen kunnen worden benoemd.

.../...

B. De volgende geregulariseerde of regulariseerbare personeelsleden :

4° de gerechtigden op het koninklijk besluit van 25 november 1953, gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 februari 1954, en de personeelsleden op wie het koninklijk besluit van 23 juni 1951, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 december 1951, is toegepast;

5° de hulpkrachten van het Bestuur der posterijen, die in vast verband zijn benoemd bij toepassing van de koninklijke besluiten van 13 december 1951, 28 januari 1953 en 8 februari 1954;

6° de op het koninklijk besluit van 5 februari 1954 gerechtigde personeelsleden en de personeelsleden op wie is toegepast het koninklijk besluit van 17 november 1951 houdende tijdelijke maatregelen betreffende de toelating tot de betrekkingen in het Ministerie van Koloniën, bezoldigd ten bezware van de koloniale begroting;

7° de op het koninklijk besluit van 29 januari 1954 gerechtigde personeelsleden en de personeelsleden op wie is toegepast het koninklijk besluit van 29 december 1951 waarbij het voordeel der beschikkingen vervat in het koninklijk besluit van 23 juni 1951 houdende tijdelijke maatregelen betreffende de toelating tot betrekkingen in de Rijksbesturen wordt uitgebreid tot de rechtskundige adviseurs bij de provinciale directies voor oorlogsschade aan private goederen en de Staatscommissarissen bij de algemene directie der schade aan personen.

.../...

Artikel 2.-

De in artikel 1 bedoelde personeelsleden worden van rechtswege aangewezen voor de betrekking die zij bij de inwerkingtreding van dit besluit in de Rijksdiensten bekleden, voor zover die betrekking nog geen titularis heeft die Rijksambtenaar is.

Artikel 3.-

De personeelsleden die functies uitoefenen welke gekwalificeerd zijn door een graad waarvan de weddeschaal noch voor het minimum, noch voor het maximum de weddeschaal overtreft van de graad waarvan zij titularis zijn, kunnen in de graad die met de uitgeoefende functie overeenstemt, worden benoemd, zo zij voldoen aan de reglementaire vereisten voor benoeming in die graad en zo zij, vóór de eerste van de tweede maand volgend op de datum der bekendmaking van dit besluit, een aanvraag indienen.

Artikel 4.-

De personeelsleden die na de uitvoering van het bepaalde in de artikelen 2 en 3 geen dienstaanwijzing hebben gekregen, krijgen hun dienstaanwijzing van de Minister van wie zij afhangen.

Deze kan bovendien een nieuwe dienstaanwijzing verlenen aan alle personeelsleden die een betrekking bekleden :

.../...

1° welke niet is een vaste betrekking, gekwalificeerd door een van de aanvangsgraden die in aanmerking zijn genomen voor de toepassing van de uitzonderingsmaatregelen tot benoeming in vast verband en overeenstemmend met de graad waarvan zij titularis zijn;

2° welke niet is een vaste betrekking, gekwalificeerd door een graad die is toegekend bij wege van vergelijkend overgangsexamen en overeenstemmend met de graad waarvan zij titularis zijn;

3° welke niet voorkomt op een door de Minister opgemaakte lijst van tijdelijke betrekkingen.

Artikel 5.-

Opdat kan worden voorzien in de dienstaanwijzing van personeelsleden die, na het verstrijken van een termijn van ... maanden ingaande bij de inwerkingtreding van dit besluit, nog in een van de in artikel 4 omschreven toestanden verkeren, kunnen zij bij een door de Eerste-Minister op advies van de betrokken Ministers genomen besluit, naar een ander Ministerie worden overgeplaatst.

Artikel 6.-

De Eerste-Minister stelt de regelen ter aanvulling van de in de artikelen 4 en 5 voorgeschreven dienstaanwijzingsmaatregelen, en bepaalt in het bijzonder de toepassingstermijnen.

.../...

Artikel 7.-

Voor de toepassing van de dienstaanwijzingsmaatregelen bepaald bij toepassing van de artikelen 4 en 5, worden de in artikel 1, A , 1° en 2°, bedoelde personeelsleden beschouwd als titularis van de hogere graad waartoe het door hen afgelegde examen toelating verleende, terwijl de in artikel 1, A , 3°, bedoelde personeelsleden worden beschouwd als titularis van de hogere graad waartoe het examen dat zij hebben afgelegd of waarvan zij zijn vrijgesteld toelating verleende, of van de hogere graad waarin zij onmiddellijk zonder nieuw examen kunnen worden benoemd.

Deze personeelsleden worden in die graad benoemd wanneer zij voor een daarmede overeenstemmende vaste betrekking worden aangewezen.

Hetzelfde geldt, onder de voorwaarden die de Eerste-Minister bepaalt, voor de in artikel 1, 5°, bedoelde personeelsleden.

Artikel 8.-

De personeelsleden kunnen in de door hen beklede betrekking worden behouden mits zij een daartoe strekkende aanvraag indienen binnen tien dagen te rekenen van de dag waarop hun kennis is gegeven hetzij van een dienstaanwijzingsmaatregel, hetzij van een verzoek hun keuze kenbaar te maken; in deze aanvraag moeten zij afstand doen van het voordeel der wetten van 28 december 1950, 13 juli 1951 en 27 juli 1953 en van dit besluit

.../...

en van het voordeel der maatregelen die reeds ter uitvoering van het daarin bepaalde zijn genomen.

Artikel 9.-

Dit besluit vindt geen toepassing op personeelsleden wier dienstaanwijzing door bijzondere voorzieningen is geregeld.

Artikel 10.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 11.-

Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

.../...

IV. Ontwerp van tekst voor het ministerieel besluit.

De Eerste-Minister,

Gelet op het koninklijk besluit van ... 1957 betreffende de dienstaanwijzing van sommige Rijksambtenaren, onder meer op de artikelen 6 en 7;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

Volgens de door zijn Ministerie geboden mogelijkheden, wijst elke Minister ieder van de in artikel 4 van het koninklijk besluit van ... 1957 bedoelde personeelsleden aan voor een vaste betrekking in de graad waarvan het personeelslid titularis is of geacht wordt te zijn.

Personeelsleden bedoeld in artikel 1, 5°, van het koninklijk besluit van ... 1957 en personeelsleden die bij toepassing van artikel 11, tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1953 met tijdelijken zijn gelijkgesteld, kunnen evenwel door de Minister van wie zij afhangen slechts worden aangewezen indien zij in de loop van de maand ... 1957 vragen om te worden

.../...

aangewezen voor een vaste betrekking in de graad waarvan zij titularis zijn of geacht worden te zijn.

Artikel 2.-

Door de Minister kunnen worden toegekend, de vaste betrekkingen die :

1° open staan;

2° bekleed zijn door personeelsleden bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van ... 1957;

3° bekleed zijn door tijdelijken die om andere redenen dan hun leeftijd niet in vast verband kunnen worden benoemd;

4° bekleed zijn door personeelsleden die aldaar met het uitoefenen van hogere functies zijn belast .

Artikel 3.-

Bij het toekennen van betrekkingen op grond van artikel 1 mag geen nadeel worden berokkend aan personeelsleden die titularis zijn van een betrekking welke zij voorlopig niet bekleden, noch aan personeelsleden die bij prioriteit recht op dienstaanwijzing hebben.

.../...

Artikel 4.-

De in artikel 1 bedoelde dienstaanwijzingsmaatregelen moeten toegepast zijn op ... 1957, behalve wat betreft de personeelsleden bedoeld in artikel 1, 3° en 5°, van het koninklijk besluit van ... 1957 en de personeelsleden die bij toepassing van artikel 11, tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1953 met tijdelijken zijn gelijkgesteld; voor dezen is geen termijn bepaald.

Artikel 5.-

Binnen de maand volgend op het verstrijken van de in artikel 4 bepaalde termijn, zendt elke Minister aan de dienst van Algemeen Bestuur :

a) de lijst van de personeelsleden van zijn Ministerie die vóór het verstrijken van die termijn hun dienstaanwijzing hadden moeten, maar niet hebben kunnen krijgen;

b) de lijst van de betrekkingen die volgens de in artikel 2 bedoelde criteria, in zijn Ministerie nog kunnen worden toegekend.

Bovendien kunnen de onder a bedoelde personeelsleden zich rechtstreeks bij de dienst van Algemeen Bestuur kenbaar maken door het inzenden van een verklaring overeenkomstig het door de Eerste-Minister vastgestelde model.

.../...

Artikel 6.-

Met ingang van ... 1957, verricht de Eerste-Minister de overplaatsing van deze personeelsleden bij toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van ... 1957.

Brussel, ...

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	G. HOLOYE, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L. FREDERICQ, J. LIMPENS,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.